

Colombie-Britannique, mais encore dans les Maritimes et au Québec.

On a suggéré différentes méthodes et solutions. D'après certains, bien que le gouvernement dise qu'il n'aura pas de programme de travaux d'hiver, il pourrait y avoir des programmes semblables sous un autre nom. Toutes les municipalités ont des projets qui pourraient être commencés, plusieurs au cours des mois d'hiver. Dans notre province, la plupart de ces projets pourraient être mis en œuvre durant l'hiver parce que la température n'est pas si froide qu'elle empêche l'exécution de ces travaux en hiver. Nous avons mentionné la construction d'écoles, d'hôpitaux, d'usines d'épandage et autres projets comme l'épuration de l'environnement.

• (9.50 p.m.)

Ne disons pas que nous n'avons pas l'argent pour le faire. Tous les députés qui m'entendent, et beaucoup d'autres personnes de tous les coins du pays savent que s'il se produisait demain un cataclysme, une guerre par exemple, on trouverait l'argent, tout comme on l'a fait déjà. Aux honorables députés qu'amuse l'idée que cela puisse se faire en temps de paix, je dis que nous devrions considérer que nous faisons face à une guerre d'une autre sorte, une guerre à l'injustice sociale, une guerre qui, si nous ne la gagnons pas maintenant, nous conduira à une guerre d'insurrection comme celle qui s'est déjà déclarée dans une partie de notre pays.

**M. P. M. Mahoney (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, pour ceux de nous qui cherchions des idées et de l'inspiration, ce débat a été assez inusité et décevant. Le chef du parti qui a choisi de présenter cette résolution particulièrement importante n'a pas participé au débat, mais les candidats à sa succession, tous ceux qui sont connus, l'ont fait. Par contre, le chef de l'opposition l'a fait, mais aucun des candidats connus à sa succession. Cependant, les porte-parole financiers des deux partis, le député de Waterloo (M. Salzman) et le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) n'y ont pas participé. C'est à se demander ce que l'opposition attendait du débat. Nous devons en revenir aux mêmes vieilles généralités.

Le jugement le plus sévère et le plus répandu dont les politiques du gouvernement aient fait l'objet est celui-ci: la rigueur des restrictions économiques imposées par les mesures fiscales et monétaires, et le chômage qui en découle, ne sont ni souhaitables ni nécessaires. On présente l'argument sous des formes diverses, sans mentionner ceux qui prétendent que ces mesures sont inutiles du fait que rien au Canada ne saurait enrayer l'inflation d'origine surtout étrangère. D'aucuns prétendent que le Canada pourrait faire face à l'inflation grâce à une croissance économique vigoureuse. C'est l'attitude adoptée par les porte-parole du parti conservateur, du NPD, et en général aussi du mouvement ouvrier, surtout du Conseil du travail du Canada. Les conservateurs ont déclaré que des principes directeurs librement adoptés suffiraient pour enrayer une reprise de l'inflation; le NPD a proposé

le contrôle des prix; le CTC n'a pas fait de recommandations.

Tout en reconnaissant les fortes répercussions de l'inflation importée, le gouvernement s'est rangé à l'avis que la poussée des coûts et des prix était en grande partie entretenue par des facteurs internes. On a soutenu que tous les pays doivent s'efforcer de maîtriser l'inflation. Le fait que les hausses de prix ont été beaucoup plus faibles au Canada que dans d'autres pays semble démolir l'argument que le Canada ne peut pas grand chose par lui-même pour enrayer l'inflation. D'autres ont prétendu que l'inflation n'était pas un sujet d'inquiétude au Canada parce que le taux d'augmentation des prix s'est maintenu au-dessous de celui des autres pays. Ceux qui l'affirment semblent supposer que le comportement plus favorable des prix au Canada est quelque chose de fortuit et non le résultat de la politique gouvernementale.

Le chef du parti conservateur préconise depuis longtemps les restrictions volontaires comme le seul moyen de contrôler l'inflation. Mais depuis que la Commission des prix et des revenus s'est efforcée en 1969 d'encourager de telles restrictions, le chef de l'opposition prétend que le gouvernement devrait prendre lui-même plus d'initiative et donner des directives; il l'a accusé de ne pas suffisamment appuyer la Commission. La seule autre solution de rechange qu'offre le chef de l'opposition pour régler le problème de l'inflation c'est de supprimer la taxe de vente sur les matériaux de construction; il se fait ainsi tardivement l'écho de paroles prononcées plus tôt par le Nouveau parti démocratique.

Le chef conservateur n'a publiquement appuyé aucune des mesures fiscales d'encouragement qu'avait proposées le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees), et qui tendaient à récompenser ceux qui maintenaient leurs prix à la baisse et augmentaient leur productivité. Le débat d'aujourd'hui lui offrait une occasion excellente d'appuyer les propositions publiques du député s'il leur avait trouvé quelque mérite. Les conservateurs ont eu comme tactique principale d'attaquer les politiques gouvernementales comme constituant une restriction voulue de la croissance de l'économie, ce qui est insensé, naturellement.

Le NPD a attaqué vigoureusement les politiques de restriction canadiennes, soutenant que le Canada ne peut pas grand chose contre l'inflation puisqu'elle a principalement sa source à l'étranger. Plusieurs orateurs ont préconisé, en revanche, des contrôles rigoureux des prix et des revenus, bien que les syndicats les aient dans une grande mesure rejetés. Il y a une grande incompatibilité entre les affirmations du NPD: d'une part, l'inflation est dans une grande mesure importée, et, d'autre part, il faut des contrôles, lesquels auraient peu d'effet ou pas du tout, pour freiner les pressions inflationnistes venant de l'étranger.

Le gouvernement a adopté la position que, tout en ne rejetant pas la possibilité de contrôles gouvernementaux, il hésite beaucoup à y recourir sauf en dernier ressort, à cause des problèmes qu'ils entraîneraient pour le fonctionnement de l'économie des marchés, y compris les